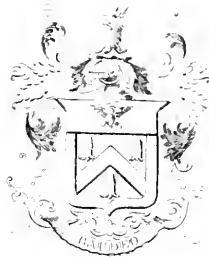


A. 200



John Carter Brown
Library
Brown University



0

2

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY

no. 9

LETTRE

DE

GUILLAUME - LE - DISPUTEUR

A U

COUSIN-JACQUES,

Sur l'état présent de nos Colonies.

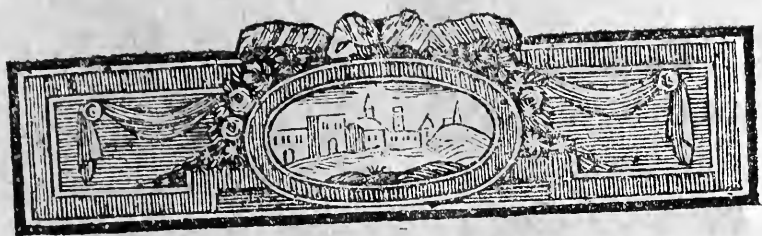


A P A R I S,

Chez MARET, Libraire, Cour des Fontaines,
Palais Égalité.

AN IV.^e DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RPJCB



LETTRE

DE

GUILLAUME - LE - DISPUTEUR

A U

COUSIN-JACQUES,

Sur l'état présent de nos Colonies.

Vous riez & vous faites rire, charmant Cousin. Pour moi je suis soucieux, querelleur, inquiet; je me dispute, & j'impétieuse : il y a donc bien peu d'analogie entre nos humeurs; cependant je voudrais faire connoissance avec vous, votre gaieté rafraîchirait sans doute mes idées qui semblent ne se reposer que sur des objets sinistres & désastreux; je ne vois que poignards, que cadavres, que torches, que flammes & que cendres.

A

Enfoui depuis six mois sous un tas de papiers, de décrets, de motions d'ordre, d'arrêtés ministériels, d'instructions, de dépêches secrètes, d'arrêtés des comités, de correspondances officielles & confidentielles, de procès-verbaux, de pamphlets, de discours prononcés à la tribune, de dissertations métaphysiques, de pièces de théâtre enfin, tous matériaux que j'ai recueillis pour écrire l'histoire de la révolution de nos îles à sucre ; je n'ai vu qu'intrigues, qu'erreurs, que crimes. Ah ! Cousin-Jacques, évitez, évitez de fouiller dans cette sentine d'iniquité ; vous n'y trouveriez pas de quoi rire.

Ces temps passés, l'imagination péniblement travaillée de ce tissu d'horreurs ; le corps excédé par les veilles & le travail ; entouré de tous les écrits dont je viens de vous parler, je m'assoupis sur mon fauteuil devant mon secrétaire. Ce n'était pas le sommeil dont je jouissais ; j'éprouvais un fatigant engourdissement de toutes mes facultés. Dans cette douloureuse situation je vis un spectre hideux & dé-

goûtant de sang; il était assis sur un tas de cadavres, & environné d'ossements, de cendres & de décombres; sous ses pieds étaient des instrumens aratoires brisés, des symboles des arts & du commerce à moitié brûlés, des vaisseaux mis en pièces; à la main il tenait un poignard avec lequel il gravait sur les débris d'une machine à filer la soie, & au-dessous de la Constitution de 1793: *Périssent nos Colonies plutôt que de renoncer à un seul de nos principes!* A cette exclamation je reconnus Robespierre. Il continua d'écrire, & je lus distinctement ces mots:

Je recommande à la reconnaissance du gouvernement britannique les familles des membres des diverses législatures, des ministres, des commissaires civils, des fonctionnaires publics, écrivains & autres qui, directement ou indirectement, ont si puissamment coopéré à la ruine des îles à sucre françaises, & dont les noms suivent.....

S.

Alors un bruit soudain me réveilla:

4
c'était un crieur de journal qui annonçait
la découverte de la conspiration *Babœuf*.

Ce songe, mon cher Cousin, m'avait
donné une idée, celle de fouiller de nou-
veau dans le tas de papiers dont je suis
dépositaire, afin de faire moi-même le
tableau commencé par mon spectre. Mais
à quoi sert, ai-je dit, à quoi sert à mes
concitoyens que l'on sache quels sont ceux
qui ont déshonoré le nom Français, en
travaillant à la ruine du peuple le plus
actif & le plus industrieux du monde ?
Ah ! puissent-ils oublier leurs noms ! Ne
leur fera-t-il pas plus utile de chercher les
moyens de réparer tant de maux ?

C'est là-dessus, mon cher Cousin, que
je vous consulte. Vous êtes franc & avisé,
& j'aimerais à recevoir vos conseils sur les
deux questions suivantes.

*La France peut-elle, doit-elle conserver la
souveraineté des Isles à sucre ?*

ON lit, dans les débats entre *Polverel & Sonthanax* & leurs dénonciateurs, qu'un commissaire de Saint-Domingue disait, en 1790, à *Mirabeau* qui lui présentait l'affranchissement des noirs & l'égalité des affranchis, comme une mesure dictée par l'humanité & par l'utilité publique.

« Qu'arrivera-t-il, quand, par l'exécution
» de ce projet, vous aurez chassé tous les
» colons blancs ? Vous romprez les liens du
» sang, de l'amitié, de l'intérêt ; les rapports
» de goûts, de langage, d'habitudes qui unissent
» les blancs à la Mère-patrie ; & alors la
» première puissance qui se présentera con-
» quèrera vos Isles à sucre ».

Voilà précisément ce qui est arrivé. Les débats entre *Polverel & Sonthanax* & leurs dénonciateurs, le prouvent jusqu'à l'évidence. Les Anglais ne se sont emparés particulièrement de Saint-Domingue, qu'après le massacre & la dispersion des colons blancs ; & dans les dépêches dernièrement remises au ministre de la marine, par les envoyés de l'armée de Saint-Domingue : on lit textuellement dans les instructions données à ces envoyés :

« Qu'il est triste d'être *obligé* de dire que
 » ces mêmes hommes (les noirs) armés pour
 » repousser les ennemis de leur liberté, n'em-
 » ployent que trop-souvent leurs armes contre
 » leurs libérateurs & leurs frères. Soupçon-
 » neux, ne connaissant pas les vraies bornes
 » de la liberté, bien éloignés d'avoir atteint
 » le degré de lumière nécessaire à des hommes
 » civilisés, souvent plus à plaindre que cou-
 » pables, leur ignorance est une ressource
 » toujours renaissante pour la faction liberticide
 » qui, enhardie *par une marine assez nombreuse,*
 » dont les Anglais font un vain étalage sur
 » nos côtes, ne cesse de se jouer de leur cré-
 » dulité & d'abuser de la facilité qu'il y a de
 » les induire en erreur, pour semer la division,
 » rallumer les guerres intestines, qui n'ont que
 » trop long-temps dévasté cette portion précieuse
 » de la République, & favoriser par-là les *projets*
 » *destrueteurs* que nos farouches ennemis, les
 » Anglais, méditent depuis si long-temps ».

Dans le rapport fait par l'Adjudant *Brideau*,
 Capitaine au 106.^e régiment d'infanterie, on lit
 que dans la mission qui lui a été confiée vers
Etienne Daty, chef des noirs révoltés contre
 l'autorité légitime, ces mêmes noirs disaient :

« Vive la République pas bon ; vive le
 » Roi..... macaques blancs, tu ne connais pas
 » la guerre à Congos, mais tu la connaîtras &

» nous vous tuons tous; que le sang des blancs
 » étoit doux trop ».

On lit encore dans ce même rapport que le
 chef des révoltés *Baracia* disait à l'Adjudant
Brideau :

« On dit que nous voulons être Anglais;
 » oui nous le voulons ! n'est-ce pas mes frères ?
 » en se tournant vers les soldats qui criaient
 » tous oui ! »

Enfin on lit dans la lettre du Gouverneur
 de Saint-Domingue, *Etienne Laveaux*, à l'armée
 du port de Paix :

« Le danger est pressant; les Anglais ont
 » fait leur coalition avec les nègres de *Jean-*
 » *François*, qui ont aujourd'hui *Titus* à leur
 » tête. Les fusils, les poudres sont débarqués
 » de ce jour ».

Après cet aveu d'hommes absolument étran-
 gers aux intérêts, aux passions dont on a toujours
 accusé les colons blancs; après le témoignage
 du gouverneur *Laveaux*, d'autant moins suspect
 qu'il a été le principal colloborateur de *Polverel*
 & *Sonthanax* à Saint-Domingue, il ne doit
 plus rester de doute aux gens impartiaux, que
 les hommes de couleur & les noirs, après
 avoir été les instrumens de la dévastation de
 nos Colonies, n'ayent réalisé ce que disait ce
 Colon à *Mirabeau*, en 1790; c'est-à-dire qu'ils
 n'ayent été, ne soient encore les instrumens

employés pour faciliter à l'Angleterre la conquête de nos Isles à sucre.

Dans les débats dont il vient d'être parlé, on lit encore qu'en 1790, à la sollicitation de *Mirabeau*, ce même commissaire de Saint-Domingue eut un entretien avec *Gilbert Elliot*, ambassadeur secret d'Angleterre à Paris; on voit qu'il lui disoit :

» Le rétablissement de l'ancienne monarchie
 » n'est pas ce qui vous importe en France.
 » Vous ne pouvez oublier que vous avez à vous
 » venger d'elle, pour avoir si bien secondé
 » l'indépendance des États-unis d'Amérique,
 » & de ce qu'elle a mis par-là un si grand obstacle
 » au système d'envahissement qui, de votre part,
 » fut le motif de la guerre de 1756. Malgré
 » vos protestations d'amitié, je ne me dissimule
 » pas que quarante vaisseaux de ligne que vous
 » avez armés, ainsi que l'Espagne, ne peuvent
 » avoir pour motif votre différend sur l'éta-
 » blissement de *Noutka-Sund*: différend pour
 » lequel il serait assez étrange que le médiateur
 » choisi par vous fut Louis XVI, l'allié né-
 » cessaire de l'Espagne, dans le système poli-
 » tique de l'Europe. Je vois dans ces grands
 » préparatifs, le projet de déchirer la France
 » par la guerre la plus désastreuse. Vos coups
 » se porteront sans doute sur nos Isles à sucre,
 » l'objet éternel de votre jalousie, dont vous
 » avez préparé la ruine & le bouleversement,

» par le Décret du 12 Octobre 1790, que
 » votre politique vient de dicter ».

« Celle des Puissances maritimes qui aura
 » brûlé le plus de poudre sur mer, qui aura
 » détruit le plus de vaisseaux & de marins,
 » restera maîtresse du commerce maritime. Je
 » crains bien que ce soit l'Angleterre; & cela
 » est assez vraisemblable, si l'on continue de
 » désorganiser notre marine. Qu'en résultera-t-il
 » d'heureux pour vous? l'extension de votre
 » commerce. Eh bien! sans désoler l'humanité
 » par une guerre sanglante, usez de votre pré-
 » pondérance sur mer, pour porter la France
 » & l'Espagne à établir, pour toutes les Isles
 » à sucre, une liberté de commerce indéfinie
 » & respective, sous la garantie de la France,
 » de l'Angleterre & de l'Espagne. Ce moyen,
 » qui promet à l'Europe une paix durable,
 » donnera à chacune des Puissances maritimes,
 » la faculté de développer toutes les ressources
 » de son industrie commerciale, & vous ne
 » porterez point dans nos belles contrées, les
 » fléaux de la guerre intérieure & extérieure ».

« Je fais bien que vous pourrez détruire
 » nos Colonies ou les conquérir; mais pouvez-
 » vous les conserver? Le système politique de
 » l'Europe le permettra-t-il jamais? Ne convient-
 » il donc pas mieux à vos intérêts de proposer,
 » dès-à-présent, la liberté respective du com-
 » merce des Isles à sucre, que d'y contraindre

» la France, par l'impossibilité de rétablir les
 » siennes, quand, par l'intrigue de vos agens,
 » vous les aurez fait bouleverser & détruire » ?

Dans la suite de la discussion entre *Polverel* & *Sonthanax* & leurs dénonciateurs, ce Colon dont on a parlé, ajoute qu'à cette époque *Gilbert Elliot* retourna à Londres, après avoir bien concerté sans doute son plan avec les Agens qu'il avait choisis à Paris ; que ce fut alors aussi que se confirma la coalition de toutes les puissances de l'Europe contre la France, & que l'Angleterre, qui ne mettait toute l'Europe en mouvement, que pour envahir l'empire du commerce maritime, espérant conquérir les Isles à sucre & les conserver, a préféré les moyens qu'elle a fait employer à ceux qu'il avait conseillés.

A cette époque, celle de 1790, *Barnave* dirigé par les *Lameth*, & quelques autres membres de l'Assemblée constituante accusaient l'Assemblée générale de l'île Saint-Domingue de viser à l'indépendance, parce qu'elle demanda à être revêtue du droit de statuer sur le régime social qui convenait aux Colonies. L'Assemblée constituante, par l'organe de son président, avait écrit à cette Assemblée, *demandez tout ce qui convient à votre Colonie, l'Assemblée nationale & le Roi vous y invitent*. Ce qui convenait à leur Colonie, c'était de l'isoler des grands mouvemens dont la France était menacée,

& de prévenir l'abus que l'on pouvait faire de la Déclaration des Droits de l'homme, qui renversait le système social, qu'ils regardaient comme la base de la prospérité commerciale de la France. Les Colons devaient d'autant plus croire à la bonne foi, à la probité des Législateurs de la France, que la lettre dont il vient d'être parlé, accompagnait le Décret du 8 Mars 1790, dont une des dispositions portait, que l'Assemblée constituante *n'avait pas entendu comprendre les Colonies dans une Constitution qui pouvait être contraire à leurs convenances locales & particulières.* Que l'on se transporte à l'Assemblée générale d'une des Isles à sucre, & l'on verra si, après la Déclaration des Droits de l'homme, les Membres qui composaient cette Assemblée ne devaient pas voir, dans le texte du Décret du 8 Mars 1790, & dans les expressions de la lettre qui l'accompagnait, que l'Assemblée constituante, ne pouvant plus discuter sur le sort des noirs, en remettait le soin aux Assemblées des Isles à sucre, puisque ce même Décret du 8 Mars 1790, leur demandait *leurs plans sur la Constitution* qui leur convenait. Cette demande de l'Assemblée générale de Saint-Domingue, bien autorisée par la volonté nationale, était donc une acte de la plus grande sagesse, de la plus grande prévoyance.

Les hommes d'état qui disposaient alors du

fort de la France , loin de trouver dans cette demande, le prétexte d'une vaine accusation de scission, d'indépendance, de souveraineté, auraient dû y trouver au contraire l'initiative de l'émancipation des îles à sucre de toutes les Puissances commerçantes qui, si elle avait été établie sur des principes bien combinés, aurait assuré à la France le premier rang parmi les Puissances de l'Europe. Alors la France, à l'état de splendeur vers lequel elle marchait à si grands pas, ajoutant le ressort qu'elle devait recevoir d'un gouvernement constitutionnel, ayant une marine marchande très-nombreuse, de gros capitaux & des moyens d'industrie qui ne demandaient qu'à se développer, eût été placée pour tirer tout l'avantage possible de la liberté respective du commerce des îles à sucre. Mais les conspirateurs avaient d'autres vues; & si le commerce devait être libre avec toutes les îles à sucre, ils ne voulaient pas que ce fut pour le plus grand avantage de la France.

Si on jette les yeux sur le passé, on voit que du moment où la grande coalition des Puissances de l'Europe a été déterminée, que du moment où, par une monstruosité politique que la postérité jugera, on a vu les ennemis naturels de l'Angleterre se liguier avec elle & se diriger par l'impression de son cabinet; alors aussi on a vu la proscription & la mort, dans nos villes de commerce & de manufactures,

rappeler tous ces hommes industrieux, dont les fortunes particulières alimentaient la fortune publique. Presque tous les capitaux qui ne sont pas devenus propriétés nationales, par le fait des tribunaux de sang répandus sur toute la surface de la France sont passés à l'étranger. Une rage frénétique détruisait les manufactures, tandis que les réquisitions dévoraient les ouvriers & les animaux de labourage, par conséquent les principaux instrumens de la culture, & tous les moyens de restaurer les manufactures. Des combinaisons vicieuses détruisaient la marine militaire, tandis que la plus étrange réquisition qui ait jamais existé, détruisait les restes de la marine du commerce; & l'acte de navigation & la destruction de nos forêts ôtaient les moyens de les réparer. Nos avantages contre l'Espagne & la Hollande étaient tous entiers pour l'utilité de l'Angleterre, puisque nous battions les deux Puissances qui, naturellement, devaient concourir avec la France à balancer les forces maritimes de l'Angleterre, chez laquelle la conquête de la Hollande, a fait d'ailleurs refluer un grand nombre de capitalistes effrayés de l'impulsion révolutionnaire apportée par les conquérans; & aussi-tôt que nous y avons été les maîtres, les forces Britanniques ont dû aller & ont été en effet se saisir du Cap de Bonne-espérance.

En même temps des lois ambiguës &

contradictoires ont jeté le désordre & l'anarchie dans nos îles à sucre. Des agens choisis par l'influence de *Brissot*, (& qui malheureusement viennent d'y retourner encore), au moment où ce même *Brissot* faisait déclarer la guerre à l'Angleterre, ont porté dans ces mêmes îles une subversion complète de tous principes de gouvernement, la désorganisation de tout système social, le renversement de tout système politique. La dévastation, la ruine & l'incendie ont frappé les propriétés. La persécution, la proscription, la mort ont frappé les propriétaires. Les Colons blancs ont été anéantis ; les forces protectrices ont été chassées ; les Anglais se sont présentés ; ils ont été les maîtres. Pendant ce temps, les louanges, les encouragemens étaient prodigués & le sont encore aux assassins des Colons blancs. Les humiliations, les menaces, les emprisonnemens, le supplice étaient le prix des réclamations de ces infortunés. En fallait-il plus pour les jeter dans le parti de l'Angleterre ? Cependant la plupart a résisté, & pour les forcer à réclamer la protection de cette puissance, n'a-t-on pas proposé de déclarer émigrés ceux que le fer & le feu n'avaient pu atteindre ?

Toutes ces mesures n'ont-elles pas été dirigées par la main qui a ruiné Lyon, Nantes & les autres villes de commerce ? Examinons quelles en seront les suites nécessaires.

L'Angleterre, riche des dépouilles de la

Hollande & de celles de la France, domine peut-être sans retour dans les mers des Indes, car elle possède le Cap de Bonne-Espérance. Dans nos îles à sucre, elle nous a enlevé tout ce qui n'est pas la proie de la dévastation la plus complète, & suivant les dépêches dont on a vu l'extrait, elle ne tardera pas à être maîtresse du reste. Elle commande dans la Méditerranée. Elle menace les États-unis, par nos propres agens, d'un bouleversement peut-être prochain, afin de se placer sur le golfe du Mexique, comme elle l'est à Gibraltar & au Cap de Bonne-Espérance. Elle a un système commercial organisé, des relations bien établies, des manufactures bien montées, une marine militaire puissante, une marine du commerce nombreuse, beaucoup de numéraire, *un esprit public*, un gouvernement ferme & vigilant. Dans cette position respective de la France & de l'Angleterre, quelques soient les intérêts politiques de l'Europe, pense-t-on, si l'Angleterre est obligée de nous rendre nos îles à sucre, qu'elle les remette avec un système social qui en assure la destruction, & qui se propagerait dans les siennes? La France de son côté, sans déroger à ses principes constitutionnels, recevra-t-elle la Loi que lui imposera nécessairement l'Angleterre de retirer le décret qui affranchit les noirs? Dans cette alternative, pour faire la paix, qu'exigera l'Angleterre de

la France ? Si elle ne peut conserver la souveraineté des îles à sucre, il est bien démontré qu'elle a pris toutes ses mesures, pour en achever la destruction, ou pour forcer la France à consentir à leur émancipation. Ce qui, à proprement parler, n'est pour l'Angleterre que la garantie d'un monopole presque exclusif, jusqu'à ce que la France ait rouvert tous les canaux de ses ressources industrielles. Voilà donc où nous ont conduit ceux qui, depuis six ans, accusent les colons *de viser à l'indépendance*, & qui, pour leur imposer silence, ont voulu les conduire au supplice.

Quelles mesures pouvaient prévenir tous ces maux ? Celles-là mêmes proposées par l'assemblée générale de Saint-Domingue, séante à Saint-Marc, dont les membres, par cela seul, sont devenus les objets d'une si constante & si terrible persécution.

La conséquence nécessaire de la souveraineté des Colonies est le droit exclusif d'y commercer, c'est-à-dire, d'y vendre & d'y acheter exclusivement.

L'avantage résultant de ce droit exclusif est que toutes les marchandises qui sont consommées dans les Colonies françaises sont fabriquées en France ou en sont exportées ; que toutes les denrées coloniales sont transportées directement dans les ports de France, & que le superflu de la consommation en France de

ces

ces denrées coloniales, vendu à l'étranger, concourt à procurer aux manufactures nationales les matières premières que le territoire ne produit pas, les moyens de subsistance dans les temps nécessaires, enfin, les matériaux nécessaires à la marine militaire.

Quelles sont les charges de cette souveraineté? La nécessité d'entretenir une nombreuse marine militaire & toutes les autres dépenses de souveraineté, comme l'établissement & l'entretien des forts, postes & comptoirs.

Après avoir posé les avantages & les charges de la souveraineté des Colonies, il faut examiner si la balance est à l'avantage de la France.

Le premier avantage résultant du droit exclusif de commercer aux Colonies est que toutes les marchandises qui y sont consommées sont fabriquées en France ou en sont exportées. Quelles sont les marchandises consommées aux Colonies qui sont du produit immédiat du sol de la France & de ses manufactures? Ce sont les farines, le beurre, les viandes salées & fumées, les vins; les eaux-de-vie, les huiles, les fruits préparés, les toiles, les soieries, les chapeaux, les draps, les toiles peintes, le savon, la chandelle, la bougie, la verrerie, la faïencerie, l'horlogerie, l'orfèvrerie, la bijouterie, le papier, les papiers peints, les glaces, les meubles & tous autres objets de luxe, les

marchandises en coton & fil ; les bas de soie, de fil & de coton ; les cuirs manufacturés, les instrumens aratoires, les ustensiles de sucrerie, le fer, les armes, la parfumerie, la mercerie, la clincaillerie.

Quelles sont les marchandises consommées aux Colonies qui ne sont pas du produit du territoire français ou manufacturées en France, & qui sont portées aux Colonies par les Commerçans français ? Ce sont les marchandises des Indes orientales & les épiceries, qui, pour parvenir aux îles à sucre, passent par l'Europe ; ce sont les drogueries, les piastras, les toiles & dentelles de Flandre ; les mouffelines, toiles de coton & toiles peintes de Suisse & d'Angleterre ; enfin les animaux vivans, soit pour la culture, soit pour la consommation.

Certes, aucune puissance maritime ne peut entrer en concurrence avec la France pour toutes les marchandises qui sont du produit immédiat de son sol & de ses manufactures, & qui ont été ci-devant détaillées. Elles le peuvent d'autant moins que la France est elle-même en possession d'approvisionner de la plupart de ces marchandises les pays étrangers aussi bien que les Colonies. L'Angleterre seule rivalise utilement avec elle pour les draps légers qui sont néanmoins inférieurs à ceux de France, pour les toiles peintes, la verrerie, la faïencerie, les cuirs manufacturés, le fer,

les armes, les instrumens aratoires, les ustensiles de sucrerie, la mercerie, la clincaillerie, les viandes salées & fumées, & le beurre. Mais la France a, comme l'Angleterre, toutes les matières premières propres à la fabrication de ces marchandises; il n'est donc que d'en perfectionner la manufacture.

Les soieries & les toiles de France portées en Espagne procurent les piastras; celles-ci & les marchandises du produit du sol & des manufactures de France procurent les marchandises des Indes orientales, les épiceries & les drogueries: les toiles & les dentelles peuvent être fabriquées en France; les mouffelines & les toiles de coton d'Angleterre & de Suisse peuvent d'autant mieux être fabriquées en France, que c'est par son entremise que ces deux puissances reçoivent les cotons de nos Antilles qui concourent à la fabrication de ces marchandises.

Or, si c'est avec le produit de son sol & de ses manufactures que la France se procure les piastras, les marchandises des Indes, les drogueries & les épiceries; si elle peut rivaliser avec la Flandre pour la fabrication des dentelles, des batistes, des linons, des toiles; si elle peut luter avec avantage contre l'Angleterre & la Suisse pour les toiles peintes, les mouffelines, les toiles de coton; si elle peut perfectionner chez elle la manufacture des mar-

chandises pour lesquelles l'Angleterre rivalise utilement avec elle ; si elle est sûre de la prépondérance dans le débouché de celles du produit de son sol & de ses manufactures pour lesquelles aucune puissance ne peut le lui disputer, il en résulte donc que les avantages du droit exclusif pour la France de vendre aux Colonies, se bornent à garantir à quelques commerçans de ses ports de mer ce même droit exclusif d'acheter à l'étranger & de revendre aux Colons les marchandises de fabrique étrangère, jusqu'à ce que nos manufactures puissent rivaliser utilement avec celles des autres puissances commerçantes qui fournissent aux négocians français. De-là le droit exclusif de commercer aux Colonies, c'est-à-dire, la souveraineté sur les Colonies : les dépenses de cette souveraineté, l'établissement & l'entretien de la marine militaire ont donc pour but unique de protéger l'importation exclusive aux Colonies de marchandises du produit de son sol & de ses manufactures, pour lesquelles elle ne peut craindre la concurrence, ou de marchandises du produit de son sol & de ses manufactures pour lesquelles elle peut rivaliser utilement avec les autres puissances commerçantes ; encore est-il fort important d'observer que les marchandises pour lesquelles elle ne peut craindre la concurrence forment les quatre cinquièmes de ses exportations aux

Colonies. Enfin donc, en dernière analyse, la souveraineté sur ces Colonies, les dépenses de cette souveraineté ont pour but de garantir à quelques commerçans des villes maritimes le droit exclusif de revendre aux Colonies un cinquième des marchandises qui y sont consommées; cinquième acheté de l'étranger & que les manufactures de France, avec quelques encouragemens, peuvent parvenir dans peu à fabriquer de manière à ne plus craindre la concurrence.

Appréhenderoit-on que les Colons ne changeassent de goûts, d'habitudes & ne se décidassent à préférer les marchandises étrangères, aux marchandises françaises? les Colons suivront toujours, à cet égard, l'impulsion de tous les consommateurs, ils donneront toujours la préférence aux bonnes qualités dans les marchandises de consommation journalière, & au bon goût dans les objets de luxe. La France, sur ces deux points, peut toujours prétendre à toute la perfection que les fabricans peuvent atteindre; ceux-ci ne tarderont pas à se convaincre que c'est une erreur, en manufacture, de croire qu'on atteint le but qui garantit le débouché, lorsqu'on est parvenu à vendre au meilleur marché possible; malheureusement en France, pour atteindre ce but, on a sacrifié la bonne qualité; qui est ce qui procure, par exemple, un si grand débouché à la clincaillerie anglaise, qui cepen-

dant est à si haut prix ? c'est la perfection que les ouvriers ont atteint. On la préfère par-tout, même en France : & cependant la clincaillerie française est bien moins chère ; les consommateurs & sur-tout les consommateurs aisés, comme le sont les Colons, peuvent bien être séduits un moment par le bon marché, mais l'expérience les ramène toujours à la bonne qualité.

Profitant de nos avantages sur l'Espagne, & se faisant céder par cette puissance la partie espagnole de Saint-Domingue, le Comité de Salut public a préparé à la France une prépondérance décidée, dans tous les marchés des Antilles. Si maintenant on y transporte la plus nombreuse population de français qu'il sera possible ; c'est-à-dire, de français laborieux & utiles ; & non de cette écume extra révolutionnaire. Si on les fait accompagner par des femmes dont ils puissent faire des épouses : ils porteront dans ces contrées les goûts, les habitudes, le langage de la France. Si l'on examine la position de Saint-Domingue, ses ports, la commodité de ses relations avec les autres îles & même avec le continent, on verra si ce n'est pas de-là que doivent partir toutes les impulsions qui seront données au grand archipel, & à la portion du continent qui l'avoisine.

Il est une preuve de fait, qui garantit la constance des colons français, dans la consom-

mation des marchandises françaises auxquelles ils sont habitués. Certes , si quelque peuple devait avoir de l'aversion pour l'Angleterre , c'était celui des Etats-unis d'Amérique. Eh bien ! les anciennes liaisons, les habitudes, le langage sur-tout , ont repris le dessus sur les haines invétérées, suite d'une guerre intestine & cruelle ; & les Etats-unis d'Amérique ne consomment , pour ainsi dire , que des marchandises anglaises ; c'est peut-être la faute de notre gouvernement ; & quiconque a examiné quelles étaient les vues du ministre *Choiseul* , lorsqu'il prépara l'indépendance des Etats-unis d'Amérique , ne doit pas s'étonner des efforts du gouvernement britannique , pour renverser le plan que *Choiseul* avoit combiné : efforts puissamment secondés par les propres agens de France aux Etats-unis d'Amérique. Il a été communiqué à cet égard une note à *Robert Lindet* , lorsqu'il était au comité de salut public ; puis , à l'invitation de celui-ci remise à *Merlin de Douai* , vers le mois de Frimaire de l'an troisième ; c'étaient des vues sur les moyens d'arracher à l'Angleterre , le sceptre du despotisme commercial qu'elle exerce en Amérique , & sur-tout de mettre des bornes à son système envahisseur ; depuis ce temps , il a été envoyé aux Etats-unis un ministre du choix de *Thuriot* , que l'on est endroit de soupçonner de suivre les errements de ses prédécesseurs ; revenons à notre sujet.

Le second avantage résultant du droit exclusif de vendre & d'acheter aux colonies , consiste en ce que toutes les denrées coloniales sont transportées directement dans les ports de France , & que le superflu de la consommation en France de ces denrées coloniales vendu à l'étranger , concourt à procurer aux manufactures nationales les matières premières que le territoire ne produit pas , les moyens de subsistance dans les temps nécessaires , enfin les matériaux nécessaires à la marine.

Il est bien établi que , dans l'ordre où étoient les choses en 1791 , les quatre cinquièmes des marchandises portées aux colonies par les commerçans français , ne peuvent éprouver de concurrence de la part des étrangers , qui puisse être préjudiciable à la France , & que , pour le cinquième restant , elle peut-être utilement en concurrence avec les autres puissances commerçantes ; la France est donc bien certaine de recevoir , en produit des colonies , le payement de ces quatre cinquièmes , & d'entrer utilement en concurrence avec les autres puissances pour le cinquième restant. Elle est donc bien certaine d'avoir des denrées coloniales fort au-delà de sa consommation , & qu'elle aura obtenues au meilleur marché possible , puisqu'elle les aura reçues le plus directement possible , le plus débarassé possible de frais de voyage ; elle pourra donc vendre avec avantage ce superflu aux puissances

étrangères ; car si les négocians de la Russie , de la Suède , de la Norwège , du Danemark & des villes anféatiques , veulent acheter des marchandises aux colonies , ils ne pourront pas les y payer avec les bois de construction , le chanvre , la masure , le brai , la résine , le goudron , le suif , le cuivre non manufacturé qui ne s'y consomment point ; ils ne les y payeront pas non plus avec les bleds en nature , qui ne s'y transportent pas ; ils n'y porteront pas des farines dont la consommation est bornée à l'usage du petit nombre d'européens , qui ont porté dans ces contrées les habitudes de l'Europe. Il faudra donc que ces négocians viennent apporter dans nos ports les produits de leur territoire , pour les y échanger contre des denrées coloniales ou contre des marchandises propres aux colonies. Ce sera donc de manière ou d'autre les marchandises provenant des colonies , qui concourront à procurer , à la France les matières premières que son sol ne produit pas , les subsistances dans les temps nécessaires , & les matériaux nécessaires à la marine. Si ce procédé établit une grande concurrence dans les ports de France , de la part des étrangers , le résultat nécessaire de cette grande concurrence sera de diminuer le prix de leurs marchandises , & d'augmenter celui de celles du produit du sol & des manufactures de France. Mais tous les peuples du nord , diront-on , par des raisons bien connues & qu'il est

inutile de déduire ici, naviguent à bien meilleur marché que nous, & peuvent par conséquent, après avoir acheté dans nos ports les marchandises propres aux colonies, les aller vendre aux colons à meilleur marché que nous; ils peuvent même seulement prendre ces marchandises à fret, pour le compte des négocians français ou des colons, & faire tomber par-là, la marine commerçante. C'est-là que la France doit employer l'exercice de la souveraineté. C'est-là que doit s'appliquer l'acte de navigation; c'est en mettant un impôt bien mesuré sur toutes les marchandises françaises, qui s'embarqueront pour les mers d'au-delà des tropiques sur des navires étrangers, c'est-à-dire, sur celles qui ne craignent point la concurrence des autres puissances maritimes, que non-seulement elle retrouvera l'équilibre qui lui conviendra, & même qu'elle fera pencher la balance de son côté. Mais les négocians étrangers tromperont la vigilance des douanes françaises: ils s'expédieront pour leurs ports respectifs & iront directement aux colonies. Cette mauvaise foi peut avoir lieu pour quelques individus, & il est des moyens de la prévenir. Elle ne peut avoir lieu de la part d'un peuple que ce ne soit une infraction à un traité, un acte hostile; & l'on sait comment ces choses se traitent de peuple à peuple, lorsque l'offensé a la faculté d'agir. S'il a la faculté d'agir on ne l'offense pas; s'il ne l'a pas, il est subjugué,

il n'est donc pas possible de combiner pour ces cas , des moyens de répression :

Il se présentera encore une réflexion ; c'est que les étrangers , après s'être pourvus dans nos ports de marchandises propres aux colonies , les porteront dans les leurs & de-là les enverront aux colonies. Ce procédé ne présente pas l'inconvénient de nuire au débouché du produit du sol de la France & de ses manufactures , puisqu'au contraire il les exporte ; il présenterait donc seulement celui de mettre aux colonies , les étrangers dans une concurrence défavorable à la France ; il n'est pas que ces marchandises achetées en France & portées chez l'étranger , ne fussent chargés de quelques droits. Ces droits , les frais multipliés de chargement & de déchargement , d'escales & d'assurances feraient perdre à ces étrangers tous les avantages de leur plus grande économie dans la navigation , & rétabliraient toujours l'équilibre en faveur de la France.

Il résulte de cette discussion , que la France possède les quatre cinquièmes de ses exportations aux colonies , en marchandises auxquelles rien ne peut suppléer , & pour lesquelles elle n'a aucune concurrence à craindre. Il en résulte encore qu'elle peut entrer utilement en concurrence avec les autres puissances commerçantes , pour le cinquième restant ; n'est ce pas là un garant plus certain du débouché des produits de son sol & de ses manufactures , que ne l'est

la souveraineté des Colonies? Puisque cette souveraineté, par le commerce exclusif, ne lui présente d'avantage effectif que celui de garantir à quelques commerçans des villes maritimes, le privilège de vendre aux Colonies celles des marchandises que nos manufactures n'ont pas assez perfectionnées, pour les mettre utilement en concurrence avec celles des étrangers : marchandises que ces mêmes commerçans achètent aux étrangers, lorsqu'elles ont été fabriquées avec des matières premières qu'ils ont pour la plupart reçues de nous; telles que les mouffelines, les toiles de coton & toiles peintes d'Angleterre & de Suisse. Cet avantage qui n'est que celui de quelques négocians, & qui est bien loin d'être celui du commerce, ce qu'il ne faut pas confondre; compense t'il les frais & les inconvéniens de la souveraineté des Colonies?

Il faut examiner maintenant, si la France ne commercerait pas plus utilement aux Colonies, si le commerce y était libre, si toutes les îles à sucre de l'archipel des Antilles formaient un état indépendant; & si la souveraineté des Colonies n'est pas au contraire un obstacle au développement de ses ressources industrielles.

Quelle est la puissance de l'Europe, par sa position topographique, par l'étendue de son territoire, par la fertilité de son sol, par le nombre de sa population, par l'active industrie de ses habitans qui puisse rivaliser avec la France,

lorsqu'un bon gouvernement dirigera habilement toutes ses ressources ? Si l'Angleterre , avec un territoire si peu étendu , une population si peu nombreuse , promène son pavillon sur toutes les mers de l'univers ; que doit-on attendre de la France , si son gouvernement organise un système commercial ; ses ports sur l'Océan , sur la Méditerranée , sur la Manche appellent de toutes parts les français à la navigation. Si dans ce grand développement des ressources industrielles que promet la France , elle est bornée à commercer à telle ou telle île des Antilles , dans tel ou tel territoire d'Asie ou d'Afrique dont elle sera souveraine , que fera-t-elle de ce superflu de ses productions territoriales & du produit de ses manufactures que lui promet l'énergie du peuple , quand il sortira de l'état d'agitation où il se trouve ? Les sources de cette industrie se tariront ; le peuple français reculera d'un siècle ; & si le gouvernement ne dirige pas vers un but utile l'impulsion d'activité donnée au peuple par la révolution , après les déchiremens affreux d'une guerre intestine , la France deviendra une puissance du second ordre , elle perdra tout le fruit des agitations éprouvées dans le dernier siècle & à la fin de celui-ci. Ce but utile vers lequel le gouvernement doit tendre sans cesse , c'est l'extension du commerce ; il ne doit pas perdre de vue que l'Angleterre n'a soulevé toute l'Europe contre la France , que

pour mettre celle-ci au niveau de l'Espagne ; & Pitt fait maintenant en France ce que faisait le cardinal de Richelieu en Angleterre , lors de la catastrophe de Charles I.^{er}.

Les marchandises du produit du territoire français ou de ses manufactures , ne se consomment-elles pas dans toutes les parties du monde ? L'agent de Hollande à *Ceylan* , le Franciscain à *Goa* , l'inquisiteur à *Rio de la Plata* , le contador à *Carthagena de las Indias* & à *Mexico* , le bourguemestre aux *Berbiches* , le gentleman aux *Barbades* & à la *Jamaïque* ne boivent-ils pas les vins de France ; leurs femmes ou leurs maîtresses ne se parent-elles pas des objets de luxe , que les manufactures françaises façonnent seules au goût de tout l'univers ? Les Espagnols & les Portugais , épars sur le continent de l'Amérique , depuis le *Chili* jusqu'au *Mexique* , ne consomment-ils pas les toiles de *Picardie* , de *Normandie* , de *Champagne* , de *Bretagne* & du *Maine* , les chapeaux , les soieries , les bas de soie , les objets de luxe , la bijouterie de *Paris* & de *Lyon* ? Celui qui cultive le lin dans le *Maine* ; celui qui bêche la vigne dans le *Médoc* ; celui qui cultive les muriers en *Languedoc* , ne travaillent-ils pas pour l'*Affriquain* , le *Péruvien* , le *Mexicain* ? Mais comment ces productions du territoire français & de ses manufactures , parviennent-elles dans ces contrées ? Au travers de toutes les entraves du monopole le plus des-

tructeur ou de tous les dangers de la contrebande ; ce qui , en les renchérissant prodigieusement , en restreint beaucoup la consommation. Si les négocians français portaient directement ces productions aux lieux où les consommateurs les appellent , quelle vaste carrière ne s'ouvrirait pas pour l'industrie française ?

Il résulte donc de ce raisonnement , que l'industrie nationale sera resserrée dans les bornes de la consommation de ses Colonies , si la France en reste souveraine ; & que cette industrie nationale au contraire , n'aurait d'autres limites que celles de toute l'extension qu'une bonne administration pourrait lui donner , si le commerce des Colonies était libre.

Si dans ces Colonies , il est des contrées dont le système social exige des modifications aux principes du gouvernement que la France s'est donné : ces modifications se feront sans difficultés , sans obstacles ; & la France ne se verra point exposée à ce que des agitateurs se saisissent de principes mal appliqués , pour bouleverser ses Colonies & par là renverser son propre gouvernement.

Si le commerce est libre ; tous prétextes , toutes causes de guerre cesseront à cet égard entre les puissances maritimes , & une paix durable , consolidant le gouvernement , garantira sa durée & sa prospérité : car quel est le propre de toutes les guerres ? c'est d'apporter des altera-

tions aux combinaisons des gouvernemens , en changeant les relations établies entre les peuples , sur-tout en facilitant les entreprises du despotisme.

Si l'on alléguait que dans cette sorte d'accord , l'Angleterre ne ferait pas une mise égale à celle des autres puissances , à moins qu'elle n'ouvrit ses ports de l'Asie , on répondrait que cette objection est fort juste. Si cette grande mesure de la liberté respective du commerce dans les Antilles avait été proposée à l'Angleterre , à l'époque où cette assemblée générale , séante à Saint-Marc , île Saint-Domingue , en avait donné l'initiative ; si ceux qui gouvernaient la France avaient fait à la cour de Saint-James , la proposition qu'un simple particulier fit à l'ambassadeur secret d'Angleterre , à *Gilbert Elliot* ; alors la France était en possession de tirer de cette grande mesure politique , tous les avantages que l'on vient de déduire. Mais les factieux , ceux qui ont si constamment persécuté , outragé cette assemblée générale de Saint-Domingue , savaient bien jusqu'où pouvait aller pour les îles à sucre françaises , la déclaration des droits de l'homme. Ils en avaient calculé tous les effets ; & ils étaient certains que cet acte seul , ou détruirait les Colonies françaises , ou les ferait passer sous la domination de l'Angleterre. Au surplus , il n'est pas inutile de remarquer qu'après son second voyage en Angleterre , le

duc

Duc d'Orléans envoya à son chargé d'affaires à Saint-Domingue, l'ordre d'affranchir les noirs de l'habitation qu'il avait près le port au Prince.

Si cette liberté de commerce enfin, avait été proposée à une époque où la France avait une armée navale & une nombreuse marine du commerce, il est vraisemblable que l'Angleterre qui alors n'avait fait aucunes conquêtes, aurait consenti à ouvrir ses ports de l'Asie. Si dans ce temps un traité entre les grandes puissances maritimes, avait garanti à l'Angleterre la liberté de commercer dans toutes les Antilles & dans tout le Continent de l'Amérique, cette puissance n'aurait eu aucuns obstacles à craindre, aucunes difficultés à surmonter ; elle aurait trouvé partout, soit dans les Indigènes, soit dans les Européens transplantés en Amérique, des hommes intéressés à l'exécution de traités qui augmentaient leurs jouissances & leurs richesses. Il n'en est pas ainsi des possessions de l'Angleterre en Asie. Ces possessions ne sont qu'éventuelles ; elles peuvent lui être enlevées ou par les armes des princes d'Asie, mises en mouvement par la jalousie, & par les intrigues des puissances de l'Europe, ou par les entreprises de ceux de ces princes sur lesquels ces possessions ont été usurpées, & qui pourraient être assez bien secondés pour les reconquérir ; il est donc assez vraisemblable que dans la liberté & la sûreté de son

commerce en Amérique, l'Angleterre aurait trouvé si-non un avantage sur celui qu'elle fait en Asie, au moins une grande compensation de la concurrence qu'elle s'y ferait donnée de la part des autres puissances de l'Europe; il est donc assez vraisemblable aussi que cette puissance n'aurait pas rejeté ces propositions, si elles avaient été faites dans la position où était la France en 1790.

Quelle est-elle aujourd'hui, cette position de la France relativement à ses Colonies? Quels moyens lui reste t-il de les reconquérir, de les conserver, de les rétablir? Toutes les sources de sa prospérité commerciale ne sont-elles pas obstruées ou desséchées? A-t-elle une marine du commerce? Peut-elle équiper une armée navale qui puisse lutter contre celle de l'Angleterre? La suppression de la traite des noirs, lui laisse t-elle aucun espoir de réparer la population de nos îles à sucre? Tous les crimes de la licence & de la plus extraordinaire démagogie qui les dévastent, laissent-ils l'espérance, sans une verge de fer, de ramener au devoir & au travail, des forcenés égarés par la fausse application d'un système social qu'ils ne conçoivent pas, & ce système social est devenu loi constitutionnel de la France? Est-il, ou n'est-il pas certain que l'Angleterre est à peu près maîtresse de toutes nos Colonies? Le gouvernement se laissera-t-il aller aux inductions de ceux qui le

portent à demander à l'Espagne, la rétrocession de la Louifiane? N'y verra-t-il pas l'intention de révolutionner ces contrées & les états méridionaux d'Amérique, par l'affranchissement des noirs, & de faciliter par-là, au milieu de la combustion, le passage des Anglais du Canada au Golphe du Mexique, où ils se placeront, comme ils le sont au Cap de Bonne-Espérance & à Gibraltar? Continuera-t-il de s'aliéner les cœurs des colons Français? Laissera-t-il les Anglais se consolider dans leurs conquêtes? Attendra-t-il que l'intrigue du cabinet britannique, secondée par les agens d'une certaine faction, ait révolutionné les états méridionaux d'Amérique? Attendra-t-il que les Anglais, profitant de l'inquiétude des Américains sur la propriété de leurs noirs, les leur achètent à vil prix, & les transportent dans les îles qu'ils nous ont conquises? *Attendra-t-il enfin, que ceux-ci portant dans ces îles les habitudes & le langage des conquérans, n'en éloignent à jamais les Français?*

Telles ont été les erreurs, tels ont été les crimes de ceux qui depuis la révolution, ont déterminé les opérations relatives aux colonies, qu'il semble qu'il ne reste plus qu'à opter entre l'indépendance respective des îles à sucre, ou leur abandon à l'Angleterre. Ne convient-il donc pas mieux de proposer à cette puissance, pour prix de la paix, l'indépendance respective

des îles à sucre , que de les voir passer , peut-être , sans retour sous sa domination ?

Il est évident qu'en ce moment , tout l'avantage de cette détermination serait pour l'Angleterre ; il est certain aussi que la position de l'Espagne , par rapport à ses îles d'Amérique , n'est point la même que celle des autres puissances maritimes. Tout l'avantage de ces îles est pour le gouvernement , par les impôts excessifs dont sont chargées toutes les marchandises qui y sont portées ou qui en sont exportées ; & pour les étrangers , parce que l'Espagne , qui a peu de manufactures , achète de l'étranger presque tout ce qui se consomme dans les îles. Alors cette liberté de commerce priverait le gouvernement des impôts qu'il perçoit , & ne présenterait rien d'avantageux au peuple d'Espagne , qui ne serait plus l'intermédiaire entre les manufactures étrangères & les consommateurs dans les îles espagnols ; mais si les Espagnols ou issus d'espagnoles , qui habitent les îles de l'Amérique , qui gémissent depuis si long temps sous le despotisme commercial des compagnies exclusives ; dans les entraves des lois prohibitives les plus rigoureuses , & dans les fers d'un gouvernement militaire qui les exclut de toutes fonctions publiques ; si ceux-là savaient enfin que la France & l'Angleterre veulent fréquenter leurs ports , & les affranchir d'un joug devenu insupportable , pense t-on que l'Espagne voudra

courir la chance d'un mouvement révolutionnaire dans ces contrées, & qu'elle voulut s'exposer à se voir sans retour chassée de ses îles & peut-être du continent de l'Amérique?

Mais, dira-t-on, lors même qu'il serait démontré que l'indépendance respective des îles à sucre, fut pour la France la seule ressource qui lui restât, pour concourir au commerce de ces îles; cette indépendance est-elle possible? N'est-elle pas une sorte d'aliénation du territoire? Et l'acte constitutionnel qui déclare les colonies parties intégrantes de la France, *peut-être même pour les soustraire à cette fatale indépendance*, permettra-t-il jamais qu'elle soit prononcée de la part de la France?

Si la France ne peut consentir à cette sorte d'aliénation; si ceux qui ont déterminé que les Colonies, alors conquises par l'Angleterre, comme l'était l'île de Corse, sont parties intégrantes de la France, n'ont pas prévu toutes les conséquences de cette mesure constitutionnelle, il faut essayer de les expliquer & prouver, peut-être, que cette mesure sera la cause que les Colonies sont absolument perdues pour la France.

Si le Corps législatif, ne peut consentir à cette sorte d'aliénation des îles à sucre Françaises, il arrêtera donc que le Directoire exécutif prendra ses mesures pour les reconquérir. Le Directoire exécutif en a-t-il les moyens? A-t-il une

armée navale ? Fera-t-il la paix à la condition de laisser les îles à sucre aux Anglais , dans l'espoir de les reconquérir , lors qu'il aura recréé la marine ?

Si les Anglais conservent les Colonies , les Français n'y commerceront plus , la marine Française étant privée du mouvement de mille à douze cens navires occupés par le commerce des Colonies , comment conservera-t-elle ou formera-t-elle les marins nécessaires à la formation d'une puissante armée navale , dont l'Angleterre seule aura conservé les élémens ? Lors même que la France , par son commerce de cabotage en Europe , formerait assez de marins , ce qui n'est pas vraisemblable : lors même que toutes les économies du gouvernement , qui a tant de maux à parer , s'appliqueraient à la construction des vaisseaux , se dissimulerait-on qu'il faudra vingt ans , peut-être , de la plus sage administration , pour mettre la marine française en état d'entreprendre la conquête des îles à sucre. Mais dans vingt ans la population des Colonies sera renouvelée ; il n'y restera plus de ces colons blancs si parfaitement dévoués à la France , & qui ont si courageusement lutté contre les dévastateurs de leur pays. Ceux qui habiteront ces contrées , absolument dirigés par l'impulsion que leur aura donné le gouvernement britannique , auront perdu toutes les habitudes françaises , toutes leurs relations avec

la France. Ils seront nourris dans la haine d'un ordre de choses qui a ruiné leurs pères, & dans l'habitude de la reconnaissance pour l'Angleterre qui leur aura donné sûreté & protection contre leurs assassins & les incendiaires de leurs propriétés. Ces Colons apporteront donc la plus grande résistance aux armées françaises qui se présenteront encore avec la loi qui a affranchi leurs nègres. Il faudra donc encore une fois exterminer cette population de propriétaires blancs & révolutionner les nègres; c'est-à-dire, remettre les choses en l'état où elles sont. Quel sera donc le terme des calamités pour ces contrées? Dans la supposition que l'on réussit, qui réparera la population des noirs, dont la destruction seroit encore une fois la suite nécessaire de cette nouvelle secousse révolutionnaire? Quels propriétaires iraient en Afrique acheter des hommes bruts, pour en faire des hommes libres? N'est-il pas d'ailleurs à craindre, si l'Angleterre ne voit pas le sort des colonies fixé par le traité de paix qui devient nécessaire, qu'elle ne les abandonne à toutes les horreurs de la dévastation dont elles sont la proie. Elle n'a qu'à laisser faire la loi du 16 pluviôse, an II, qui, comme l'a dit *Echassériaux aîné*, a porté dans ces contrées la liberté, comme le ravage d'une tempête.

Hommes d'état, réfléchissez, le moment en

est venu. La France ne peut plus concourir au commerce des îles à sucre, que par leur indépendance respective ; autrement elle en est chassée à jamais.

On entend certains dissertateurs dire, & le dire avec confiance, *nous conquérons nos îles à sucre, en Angleterre même.* Faisons la paix avec l'Empereur, & alors, composant une armée formidable de nos plus ardens révolutionnaires, nous la jeterons en Angleterre, par quelque moyen que ce soit, & il est vraisemblable que l'Espagne nous fournira des vaisseaux pour cette utile opération. Qui doute, ajoutent-ils, de la haine du peuple Français pour les Anglais ? Le peuple Français, mu par cette impulsion de haine, par le besoin de se venger de l'Angleterre, ne peut-il encore une fois se lever en masse ?

Mais cette levée en masse qui peut passer les Pyrénées & les Alpes, ne peut passer la manche, sans un grand nombre de vaisseaux marchands. Où sont-ils ces vaisseaux marchands ? Où sont les matériaux nécessaires à les mettre en état de prendre la mer ? Les Anglais laisseront-ils arriver dans nos ports les navigateurs qui nous les apporteront du nord ? Il nous faut une armée navale en état de battre celle que les

Anglais équiperont pour s'opposer à la descente. Celle-ci sera d'autant plus formidable, que le gouvernement britannique n'aura plus que cette dépense à faire. Quant à l'Espagne, est-il bien démontré qu'elle fournisse des vaisseaux pour une opération, dont le résultat sera de propager le système révolutionnaire en Europe, & dont la conséquence sera la subversion de ses îles à sucre, & peut-être de ses possessions dans le continent d'Amérique?

Nous admettons néanmoins que tout cela s'exécute ainsi; que la flotte Espagnole se réunisse à la flotte Française; qu'elles battent la flotte Anglaise, lors même qu'elle serait jointe à celle de la Russie; que le débarquement se fasse, que l'armée marche à Londres, qu'elle plante le drapeau tricolor sur la tour. Eh bien, la France aura puni l'Angleterre; elle aura un traité qui lui rendra ses Colonies; mais elle n'aura point de Colonies, & un tison suffit pour cela.

Deux ou trois avisos expédiés d'Angleterre, au moment où les Français y débarqueront, en porteront la nouvelle aux îles à sucre. Les Anglais, qui y sont en forces, quitteront leur rôle de protecteur; & avec des instrumens aussi familiers avec la destruction & l'assassinat que le sont

les noirs, ils promèneront par-tout le fer & le feu. La dévastation, comme un torrent, couvrira ces contrées infortunées; ils se retireront & les abandonneront à ces hordes de canibales antropophages que Sonthanax & la loi du 16 pluviôse, an II, en ont rendus maîtres. Que l'on songe encore une fois que Sonthanax est là, & qu'il y a été renvoyé à l'époque de la conspiration de *Babœuf*.

Cette violente mesure entraînera la ruine des îles à sucre Anglaises, de celles de l'Espagne; qui l'aura provoquée cette ruine, en secondant la France, dans sa descente en Angleterre. Eh bien, alors le triomphe de *Pitt* sera complet. L'Angleterre ~~aura~~ fort peu perdu dans les Antilles, & par ses établissemens du *Bengale*, elle restera maîtresse exclusive du commerce du sucre; c'est-à-dire du commerce maritime.

De ce que l'acte constitutionnel déclare les Colonies parties intégrantes de la France; de ce qu'il s'ensuive que le Corps législatif ne peut les aliéner du territoire de la République française; qu'il ne peut aussi modifier les lois sur l'état des personnes, dans les îles à sucre, il n'en faut pas conclure que la mesure proposée d'une indépendance respective de toutes

les îles à sucre soit impossible : ce que ne peut faire rigoureusement le Corps législatif peut se faire par le Directoire exécutif, & peut être le fruit d'une négociation. Certes, le Corps législatif & le Peuple français apprenant que les Colonies sont conquises par l'Angleterre, regarderont comme un acte de la plus haute importance & du plus grand avantage, de la part du Directoire, d'avoir obtenu par ses négociations le droit de commercer, non-seulement dans des îles que l'on regarde comme perdues, mais encore dans des îles anglaises & espagnoles. S'il s'élevait quelque objection sur cette prétendue aliénation, on pourrait y répondre d'avance par un argument auquel rien ne résisterait. *Les Îles sont conquises !* répondrait-on : & cependant en échange du droit que nous concédons aux autres puissances maritimes de commercer dans des colonies qu'il nous serait difficile, impossible même de reconquérir, nous obtenons celui de commercer dans les leurs ; voilà le fruit de nos avantages sur le continent ! Ce n'est donc pas seulement une compensation de nos pertes que nous obtenons, c'est un avantage réel pour le développement des ressources industrielles de la République. Enfin, pourrait-on ajouter, le Corps législatif doit opter entre l'abandon à l'Angleterre des îles à sucre qu'elle a con-

quises, & l'adoption de la mesure proposée ; c'est-à-dire, entre la ruine absolue du commerce français & les moyens de lui ouvrir de nouvelles sources de prospérité. Craindrait on que quelque nouveau *Robespierre* s'écriât encore : *Périssent nos Colonies, plutôt que de renoncer à un seul de nos principes !* Mais s'il y a une violation de principes à craindre dans la fatale circonstance où se trouve la France par rapport à ses Colonies, cette violation de principes, cette violation de l'acte constitutionnel sera formellement prononcée dans l'abandon à l'Angleterre des îles qu'elle a conquises, & elle ne l'est pas dans leur indépendance : car l'acte constitutionnel ne peut rigoureusement exiger autre chose, sinon que ces îles ne deviennent pas la possession d'une autre puissance ; & cette nouvelle combinaison politique ne les fait passer ni sous la domination de l'Espagne, ni sous celle de l'Angleterre.

Il est sans doute utile de donner un aperçu sur les moyens d'exécution. Il ne faut pas que ces contrées, depuis si long-temps déchirées par les guerres d'opinion, soient exposées à devenir encore le théâtre des factions. Si cette indépendance respective des îles à sucre doit être garantie par les puissances maritimes, celles-ci doivent se concerter sur le gouver-

nement que ces îles doivent adopter. Ces puissances maritimes doivent nommer respectivement des commissaires ; savoir, la France deux, l'Angleterre deux, l'Espagne deux, la Hollande un & le Danemark un ; ces commissaires réunis feront la constitution des îles à sucre. Cette constitution sera agréée par les cinq puissances susdites, & ensuite envoyée aux Antilles avec des forces combinées, pour la mettre à exécution, sous la garantie des puissances qui l'auront agréée ; & alors tout rentrera dans l'ordre.

GUILLAUME-LE-DISPUTEUR.

A Paris, de l'Imprim. de QUILLAU, rue du Fouare,
numéro 2, Division du Panthéon-Français.

M É M O I R E

S U R

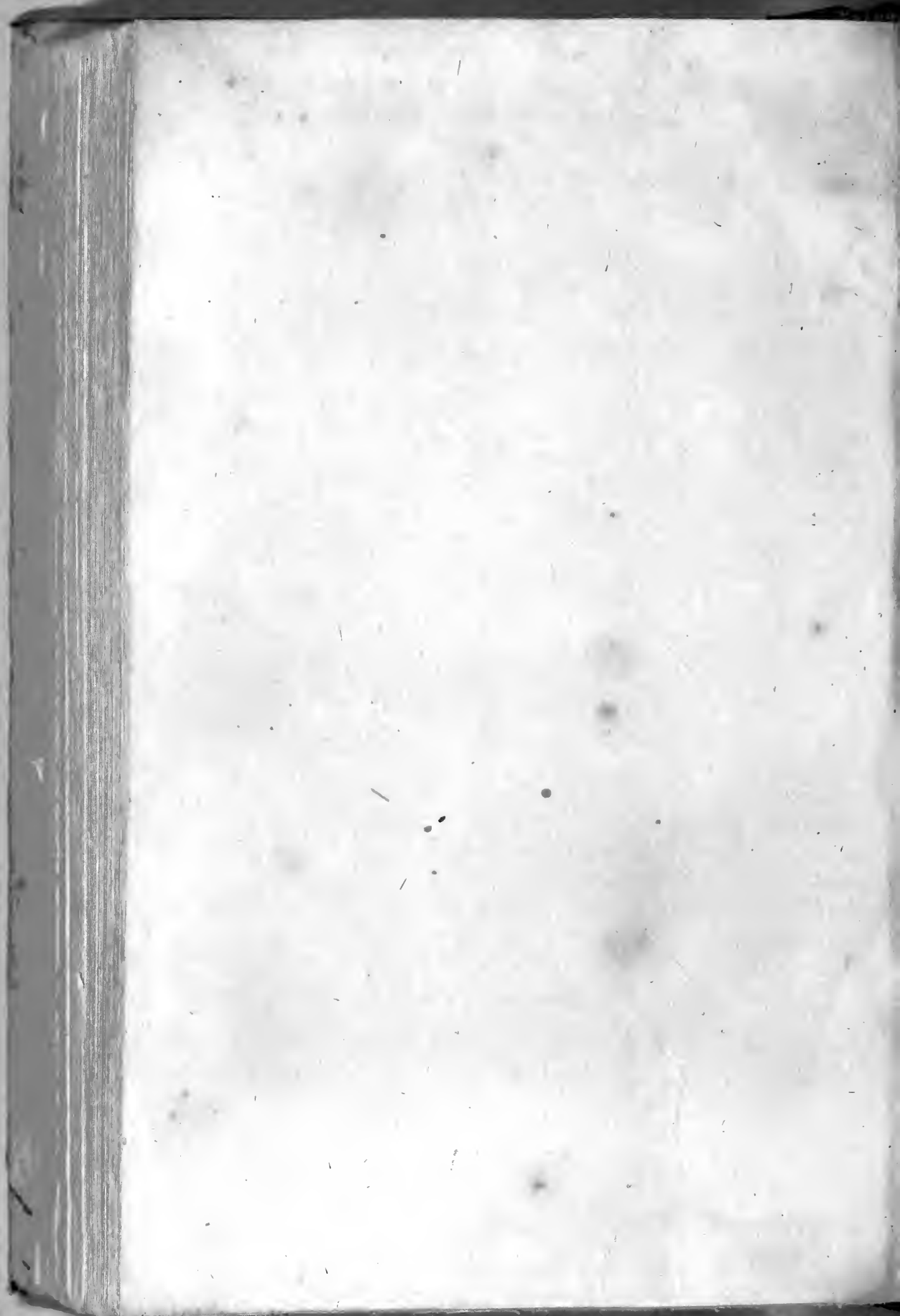
LES COLONIES OCCIDENTALES.

*Le citoyen LANCEL , ci-devant Commissaire
et chef du bureau de police , à l'isle de
France :*

A tous citoyens qui , par état , ou par intérêt , ont quelque rapport avec ce qui concerne les colonies orientales , et aux citoyens Isidore Langlois et Lunier , rédacteurs du journal le *Messager du soir* , pour les détromper sur ce qu'ils ont inséré dans leurs numéros des huit et onze décembre mil sept cent quatre-vingt-seize , leur faire connoître la vérité , et les motifs de la calomnie exercée contre le citoyen Burnel , agent particulier du directoire exécutif aux Isles de France et de la réunion ou Mémoire sur les Colonies orientales.

L'IMPARTIALITÉ que j'ai reconnu dans vos écrits jusqu'à ce jour , me convainc , citoyens , que vous avez été induis en erreur sur le compte du citoyen Burnel , et que cédant trop facilement à l'esprit de prévention , vous avez répété pour la vérité , les calomnies de certains hommes intéressés à dénigrer ce citoyen pour empêcher ou retarder l'exécution de la loi sur la liberté

A



E797

L133 c

